PROCES VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL DU 19 NOVEMBRE 2024

L'an deux mil vingt-quatre, le 19 novembre à 20h30, les membres du Conseil Municipal de la Commune de BASSIGNAC LE HAUT (Corrèze), dûment convoqués le 14 novembre 2024 sont réunis à la Mairie, en session ordinaire, sous la Présidence de Monsieur TURQUET Jean-Claude, Maire.

Présents : M. CHALLEAT Bernard, M. LAFARGE David, M. RAMOND Patrick, M. LAVESQUE Guy, M. TURQUET Jean-Claude, M. CULETTO Daniel, Mme VERNAC Christiane M. CHASSAGNE David, formant la majorité des membres en exercice

Absents : Mme BENAZECH Annick (à M. Patrick RAMOND), M. Romain GARRELOU (procuration à M. David CHASSAGNE).

M. CHASSAGNE a été désigné pour remplir les fonctions de Secrétaire de séance.

Approbation à l'unanimité du PV du conseil municipal du 13/09/2024

Délibération N° 2024-31

Objet : Tarifs des prestations et conditions SPANC

Le Maire rappelle au Conseil municipal les évolutions récentes dans les tarifs de la mission de prestation de service pour le SPANC confiée au CPIE de la Corrèze.

La fréquence des contrôles est fixée à : cinq ans

Les redevances pour les différentes prestations sont définies comme suit :

- Pour le **contrôle des installations neuves**, réalisé en deux étapes avec deux visites de terrain :

- Contrôle conception : 115.50 € TTC à la charge de l'utilisateur
- Contrôle bonne exécution : 115.50 € T.T.C. à la charge de l'utilisateur
- Si le technicien est obligé de réaliser une ou plusieurs visites supplémentaires, pour quelque raison que ce soit, il est prévu un tarif pour la contre visite fixé à 115.50 € T.T.C. à la charge de l'utilisateur

- Pour le **contrôle de bon fonctionnement des installations existantes** le montant de la redevance appliqué es de 94.60 € TTC T.T.C. à la charge de l'utilisateur

- En cas d'absences répétées au rendez-vous non excusées un forfait comprenant le temps d'attente et le déplacement sera facture 22.00 € TTC.

- Pour le **contrôle des installations existantes lors des ventes** dès lors que le précédent contrôle a plus de 3 ans, le montant de la redevance appliqué est de 105.60 € T.T.C. à la charge du vendeur

- en cas d'absence à plus de 2 rendez-vous proposés non décommandés à l'avance, un doublement de la redevance pour contrôle de bon fonctionnement sera appliqué. (en application des articles L 1331-8 et L 1331-11 du code de la santé publique) et à la charge de l'utilisateur

Le conseil municipal, après en avoir délibéré :

- Fixe la fréquence des contrôles à 5 ans
- décide du montant des redevances ci-dessus mentionnées.

Nombre de suffrages exprimés : 10
Votes Pour : 10
Votes Contre : 0
Abstention : 0

Délibération N° 2024-32

OBJET : Adhésion au service de Médecine Préventive du CDG 19

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal que les collectivités territoriales et les établissements publics doivent disposer pour leurs agents titulaires ou non, d'un service de médecine préventive soit en créant leur propre service, soit en adhérant aux services de santé au travail interentreprises ou assimilés, à un service commun à plusieurs employeurs publics ou au service créé par le centre de gestion en vertu des articles L812-3 à L812-5 du Code Général de la Fonction Publique.

L'article L452-47 du Code Général de la Fonction Publique indique que « *les centres de gestion peuvent créer des services de médecine préventive [...], qui sont mis à la disposition des collectivités territoriales et de leurs établissements publics qui en font la demande* ».

À cette fin, le Centre de Gestion de la Corrèze (CDG 19) a conventionné avec le Service Prévention Santé Travail Corrèze – Dordogne (SPST 19-24).

A compter du 1^{er} janvier 2025, de nouvelles modalités de tarification entrent en vigueur. Il convient donc de délibérer à nouveau.

Le Maire propose au Conseil Municipal d'adhérer à ce service pour l'ensemble de son personnel et de l'autoriser à signer avec le CDG 19 la convention qui en régit les modalités.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide :

- d'adhérer au service de médecine préventive tel que proposé par le CDG 19
- d'approuver les termes et la passation de la convention de partenariat dans le domaine de la médecine professionnelle et préventive
- d'autoriser Le Maire à signer la convention avec le CDG 19 conclue à compter du 01/01/2025 jusqu'au 31/12/2027, ainsi que les éventuels avenants y afférents
- d'inscrire au budget les crédits correspondants
-

Nombre de suffrages exprimés : 10
Votes Pour : 10
Votes Contre : 0
Abstention : 0

Délibération N° 2024-33

Monsieur le Maire explique au Conseil Municipal qu'il est nécessaire de modifier le tableau des emplois de la commune de Bassignac le Haut afin qu'il corresponde au besoin de la commune :

- Création d'un emploi d'adjoint technique en prévision du recrutement suite au départ en retraite de l'Agent de Maîtrise Principal.
- Création d'un emploi de Rédacteur Territorial catégorie B correspondant à la réforme du cadre statutaire applicable aux secrétaires généraux de mairie.

Il convient donc de supprimer les emplois suivants :

- Adjoint technique principal 1^{ère} classe
- Adjoint Administratif Territorial

et d'approuver la modification du tableau des emplois tel que suit :

Grades	Filière		TOTAL
	Technique	Administratif	
Agent de Maîtrise Principal	1		1
Agent de Maîtrise	1		1
Adjoint Technique Territorial	2		2
Adjoint Administratif Territorial principal de 1 ^{ème} classe		1	1
Rédacteur		1	1
Total des effectifs	4	2	6

Après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents, le Conseil Municipal **DECIDE** d'adopter les créations d'emploi et les suppressions d'emplois ainsi proposées et la modification du tableau des emplois.

Nombre de suffrages exprimés 10
Votes Pour : 10
Votes Contre : 0
Abstention : 0

Délibération N° 2024-34

OBJET : Convention de mise à disposition d'un terrain avec l'Association Dordogne de Villages en Barrages

Monsieur le Maire expose à l'assemblée le projet de l'Association La Dordogne de villages en Barrages qui souhaite réaliser la construction d'une Aire de Refuge pour les randonneurs itinérants qui empruntent l'Itinérêve (sentier de randonnée de 420 kms dans les Gorges de la Haute-Dordogne).

L'association sollicite la commune pour la mise a disposition de la parcelle cadastrée ZN73 (anciens HLM). La commune reste propriétaire du terrain et l'association sera propriétaire des bâtis construits suite à l'obtention d'un permis de construire.

L'association procèdera à la gestion et l'entretien des biens immobiliers, la commune sera chargée de la tonte de la parcelle et de l'entretien du parking.

La mise à disposition de la parcelle sera consentie a titre gratuit. L'électricité et l'eau sont à la charge de l'association.

Sur le rapport du Maire et après en avoir délibéré, le conseil municipal **DECIDE** de donner pouvoir au Maire pour signer la convention de mise à disposition du terrain cadastré ZN73 et tout document nécessaire pour la réalisation du projet de l'association La Dordogne de Villages en Barrages sur la commune de Bassignac le Haut.

nombre de suffrages exprimés : 10
Votes Pour : 10
Votes Contre : 0
Abstention : 0

M. RAMOND demande que le choix de la parcelle devra être étudié sérieusement afin d'éviter de bloquer une parcelle de terrain constructible, l'implantation pouvant peut-être se faire à un autre endroit.

Délibération N° 2024-35

OBJET : Contrat d'assurance statutaire de la Commune

M. Le Maire explique à l'assemblée que la collectivité est obligée d'assurer à ses agents un régime de protection sociale de base concernant l'indemnisation des arrêts de travail se traduisant par un maintien partiel ou total de sa rémunération et la prise en charge des frais de soins en cas d'accident du travail.

Pour palier à ce risque la collectivité est actuellement assurée par un contrat d'Assurance Statutaire auprès de la compagnie AXA.

Suite à la résiliation de ce contrat par AXA au 31.12.2024 et à la proposition d'un nouveau contrat avec des taux de cotisation augmentés, il a été pris attache auprès d'autres compagnies d'assurance pour obtenir des devis. GROUPAMA propose des taux de cotisation inférieurs et des garanties plus élevées.

M. Le Maire propose donc de souscrire un contrat d'assurance statutaire auprès de GROUPAMA à compter du 01.01.2025

Après en avoir délibéré le conseil municipal **DECIDE** de souscrire un contrat d'assurance statutaire auprès de la compagnie d'assurance GROUPAMA.

nombre de suffrages exprimés : 10

Votes Pour : 10

Votes Contre : 0

Abstention : 0

Délibération N° 2024-36

OBJET : Changement Epareuse, choix du devis et Prestataire

Suite au diverses pannes couteuses de l'épareuse Rousseau de la commune la possibilité de la changer a été étudiée et des devis demandés auprès de deux entreprises locales susceptibles de faire aussi l'entretien et les réparations futures.

L'entreprise PAGES propose :

- Epareuse SMA PUMA de démonstration : 35 500 € HT avec reprise de l'épareuse Rousseau pour un montant de 12 500 € soit une dépense de 23 000 € HT

L'entreprise DEFIMAT propose :

- Epareuse KUHN : 29 000 € HT avec reprise de l'Epareuse Rousseau pour un montant de 10 000 € HT soit une dépense de 26 400 € HT

Sur le rapport du Maire et après en avoir délibéré, le conseil municipal **DECIDE**

- D'acheter une épareuse neuve en remplacement de l'épareuse Rousseau
- De choisir le devis présenté par l'entreprise PAGES soit : 23 000 € HT

nombre de suffrages exprimés : 10

Votes Pour : 10

Votes Contre : 0

Abstention : 0

M. LAFARGE précise qu'avant l'achat définitif des essais seront fait avec le tracteur Massey.

Délibération N° 2024-37

OBJET : risque prévoyance – procédure de convention de participation proposée par le CDG 19

Le Maire rappelle aux membres du conseil que la réforme de la protection sociale complémentaire, instaurée par l'ordonnance n° 2021-175 relative à la protection sociale complémentaire dans la fonction publique, redéfinit la participation de l'employeur au financement des garanties de la protection sociale complémentaire de ses agents. En effet, la participation de l'employeur devient obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2025 dans le domaine de la prévoyance (maintien de la rémunération des agents dans le cadre d'une incapacité de travail, d'une invalidité, d'une inaptitude ou de décès).

En vertu de l'article L827-7 du Code général de la fonction publique, les centres de gestion concluent des conventions de participation pour le compte des collectivités territoriales et de leurs établissements publics et afin de couvrir pour leurs agents, au titre de la protection sociale complémentaire, les risques santé et prévoyance.

Le Maire rappelle que, par délibération du (*à compléter*), les membres du conseil ont donné mandat au Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Corrèze afin de mener à bien la consultation en vue de la conclusion d'une convention de participation couvrant le risque prévoyance, conformément aux dispositions du décret n°2011-1474 du 08 novembre 2011.

Il précise qu'à la suite de cette mise en concurrence, la convention de participation a été attribuée au groupement MNT – Relyens avec une date d'effet au 1^{er} janvier 2025 pour une durée de six ans.

Le Maire indique qu'il revient maintenant aux membres du conseil de se prononcer sur l'adhésion à la convention de participation - risque prévoyance dans le respect des dispositions du décret précité. Cette adhésion permettra aux agents de souscrire une couverture en prévoyance et de bénéficier d'une participation de l'employeur. L'adhésion des agents est, par conséquent, facultative.

Les garanties sont les suivantes :

Garanties minimales obligatoires	
Incapacité de travail	
Versement d' indemnités journalières à compter : <ul style="list-style-type: none">- du passage à demi-traitement (agents fonctionnaires),- du versement d'indemnités journalières versées par la Sécurité sociale et/ou du maintien du revenu par l'Employeur quelle que soit l'ancienneté de l'Assuré	90% du revenu net
Versement d' indemnités journalières pour reconstituer le régime indemnitaire en périodes de plein traitement en cas de placement en congés de longue maladie, longue durée et grave maladie	90% du RI
Invalidité permanente	
Versement d'une rente mensuelle en cas de reconnaissance d'état en invalidité à la suite de maladie ou accident d'origine vie privée ou professionnelle (consécutif à un accident de service ou de travail ou de maladie professionnelle) :	
<ul style="list-style-type: none">- Agents affiliés à la CNRACL qui sont bénéficiaires d'un taux d'invalidité supérieur ou égal à 50%	90% du revenu net

- Agents affiliés à la CNRACL qui sont bénéficiaires d'un taux d'invalidité inférieur à 50% : le montant de la rente est calculé comme suit : $M = R \times I / 50\%$ (<i>M : montant de la rente à verser, R : montant de la rente pour un pourcentage d'invalidité retenu par la CNRACL d'au moins 50%, I : pourcentage d'invalidité retenu par la CNRACL qui est inférieur à 50%</i>)	< 90% du revenu net
- Autres agents bénéficiaires d'une invalidité vie privée réduisant d'au moins deux tiers la capacité de travail ou de gain avec un classement en 2ème ou 3ème catégorie, ou bénéficiaires d'un taux d'incapacité permanente supérieur ou égal à 66% en cas de classement en invalidité vie professionnelle	90% du revenu net
Décès toutes causes	
Versement d'un capital décès, consécutif à accident ou maladie de l'agent assuré, aux bénéficiaires de celui-ci ou à ce dernier en cas de perte totale et irréversible d'autonomie	100% SAB

Garanties complémentaires (l'agent peut compléter les garanties minimales avec une ou plusieurs garanties ci-dessous)

Perte de retraite

Versement d'un capital pour compenser la perte de droit à la retraite qui est constatée au cours de la période d'invalidité applicable pour les seuls agents qui sont affiliés à la CNRACL	50% PMSS par année d'inval idité
---	---

Légende :

RI : régime indemnitaire, PMSS : plafond mensuel de la Sécurité sociale, SAB : salaire annuel brut.

Enfin, le Conseil doit fixer le montant de la participation versée aux agents et se prononcer sur les modalités de son versement. Sur ce point, la participation peut être modulée dans un but d'intérêt social, en prenant en compte le revenu des agents. Conformément au décret n° 2022-581 du 20 avril 2022, la participation de l'employeur ne peut être inférieure à 7 euros par mois et par agent. Par ailleurs, le montant de la participation ne peut excéder le montant de la cotisation qui serait dû en l'absence d'aide.

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU le Code général de la fonction publique ;

VU l'ordonnance n° 2021-175 relative à la protection sociale complémentaire dans la fonction publique ;

VU le décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents ;

VU le décret n° 2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement ;

VU la délibération n° 2024-03/006 en date du 11 mars 2024 du Conseil d'Administration du Centre de gestion de la Corrèze approuvant le lancement de la consultation dans le cadre de la convention de participation (volet prévoyance) mutualisé avec cinq autres Centres de Gestion ;

VU la délibération n°(à compléter) en date du (à compléter) du Conseil municipal (ou d'Administration) donnant mandat au Centre de gestion de la Corrèze pour lancer la consultation pour la conclusion d'une convention de participation dans le domaine de la prévoyance ;

VU la délibération n° 2024-07/022 en date du 12 juillet 2024 du Conseil d'Administration du Centre de gestion de la Corrèze du portant mise en œuvre d'un contrat collectif pour la protection sociale complémentaire - prévoyance ;

VU l'avis du Comité social territorial en date du (à compléter) ;

Considérant la nécessité de se conformer à l'obligation de participation de l'employeur public au financement de la protection sociale complémentaire, volet prévoyance, à l'échéance donnée.

Considérant l'intérêt d'adhérer à la convention de participation proposée pour les agents.

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, LE CONSEIL MUNICIPAL DÉCIDE

D'adhérer à la convention de participation dans le cadre de la protection sociale complémentaire, domaine de la prévoyance, portée par le Centre de gestion de la fonction publique territoriale de la Corrèze à compter du 1^{er} janvier 2025 ;

D'autoriser le Maire à signer ladite convention ;

De fixer le montant de la participation financière à un montant représentant 75% de la cotisation payée par mois pour les agents adhérents au contrat collectif issu de la convention de participation – volet prévoyance, ce montant devant respecter le montant plancher de 7 euros et ne pouvant excéder le montant de la cotisation ;

D'approuver le versement mensuel de la participation financière fixée à compter du 1^{er} janvier 2025 aux agents adhérents au contrat prévoyance issu de la convention de participation employés quel que soit leur statut (fonctionnaires, stagiaires, agents contractuels (droit public ou droit privé)) et le prélèvement mensuel sur rémunération des cotisations pour les agents concernés ;

D'autoriser le Maire à signer tous les documents utiles à l'adhésion à la convention de participation et à son exécution.

Précise que les dépenses inhérentes à la mise en œuvre de la présente délibération seront imputées sur le budget de l'exercice correspondant.

nombre de suffrages exprimés : 10
Votes Pour : 10
Votes Contre : 0
Abstention : 0

Délibération N° 2024-38

OBJET : Changement matériel de broyage, choix du devis et Prestataire

Suite au futur changement de l'épaveuse et la constatation de la vétusté du matériel de broyage actuel M. Le Maire propose l'achat d'un broyeur neuf . Des devis ont été demandés auprès de deux entreprises locales susceptibles de faire aussi l'entretien et les réparations futures.

L'entreprise PAGES propose :

- Broyeur frontal neuf : 8800.00 € HT avec reprise du tracteur Landini et du Broyeur Ferry pour la somme de 6500 €, soit une dépense de 2300 € HT

L'entreprise DEFIMAT propose :

- Broyeur KHUN neuf : 9500.00 € HT avec reprise du tracteur Landini et du Broyeur Ferry pour un montant de 7000.00 € HT soit : 2500 € HT

Sur le rapport du Maire et après en avoir délibéré, le conseil municipal

DECIDE

- D'acheter un broyeur neuf en remplacement du broyeur Ferry
- De faire reprendre le tracteur Landini et le broyeur Ferry
- De choisir le devis présenté par l'entreprise PAGES soit : 2300.00 € HT

nombre de suffrages exprimés : 10
Votes Pour : 10
Votes Contre : 0
Abstention : 0

QUESTION DIVERSES :

- **Noël des enfants** : programmé le vendredi 20 décembre à 20h. Les enfants de la commune (primaire) ont fait parvenir le choix de jouet d'une valeur maximum de 50€.
- **Repas des anciens** : fixé au dimanche 23 février 2025
- **Travaux Mairie** : après la vitrification du parquet de la salle polyvalente et la peinture du mur, les travaux de fermeture de l'escalier de l'entrée de la mairie vont bientôt débiter.
- **Travaux Syndicat des Eaux** : les canalisations d'eau du village du Sirieix sont en cours de changement

- **Voirie** : le recensement de l'état des routes communale a été fait, il en ressort des points où il est nécessaire d'intervenir rapidement : route de Maurel (pente importante) route du Mas, route de Maurel à Giguillange, entrée d'Ymons, Carrefour dans le village du Mas, carrefour de la route de Vernat, entrée Vielzot, milieu du village de Vaujour et dans le bourg : rue du courijou. Les priorités devront être établies et les devis demandés. La dépense importante pour l'achat de l'épaveuse induit une baisse du budget consacré à la voirie en 2025.
- **Résultats du Comice Agricole** : l'organisation du comice aura couté , en tenant compte des subventions du Département et de la Communauté de Communes, la somme de 1200 euros.
- **Intervention huissier pour garage** : un huissier va être mandaté afin de vider le garage dont les loyers sont impayés.

L'ordre du jour étant épuisé, Monsieur le Maire déclare la séance close à 23h30.

Le Maire, Jean-Claude TURQUET

Le secrétaire , David CHASSAGNE